

## Comment réduire les déficits publics ?

La Conférence nationale des finances publiques s'est tenue le 29 janvier 2010. Cette instance de concertation, créée en 2006, pour faire face à la situation dégradée des finances publiques, a réuni tous les acteurs des finances publiques. Elle a permis de réaffirmer la nécessité absolue de revenir dès 2012 à l'équilibre des comptes publics.

### Un déficit public qui se creuse :

Estimé à 8,2 % du PIB, contre 7,9 % en 2009 et seulement 3,4 % en 2008, le déficit public total (Etat+sécurité sociale+collectivités territoriales) est donc bien supérieur au seuil fixé par le traité de Maastricht (3 % du PIB). Il se décompose de la manière suivante :

- **Le déficit de l'Etat atteindra 116 milliards d'euros en 2010**, Cette situation s'explique par une forte baisse des recettes fiscales (-25 Mds d'euros en 2009 par rapport à 2008), et par des dépenses qui explosent du fait de la crise et du plan de relance. Elles atteindraient 352,9 milliards d'euros dont 42,5 milliards pour le seul paiement des intérêts de la dette.
- **Le déficit de l'ensemble des régimes de la sécurité sociale devrait dépasser 43 Mds d'euros en 2010** (dont 30,6 Mds d'euros pour le régime général). La récession et l'explosion du chômage risquent de le creuser davantage.
- **Le déficit des collectivités territoriales** est quant à lui, faible. Il représente **moins de 5%** du déficit public total de la France, en 2010. Ce phénomène s'explique par l'obligation à laquelle elles sont soumises de voter leur budget en équilibre de fonctionnement. C'est la règle d'or.

### Des perspectives pessimistes à l'horizon 2013

Le déficit public risque d'être encore supérieur à 6 % du PIB en 2013.

Deux conséquences alarmantes sont à prévoir :

- **Le niveau d'endettement augmentera** de manière exponentielle ;
- **Les charges d'intérêt** pourraient être supérieures de 20 Md€ à leur montant de 2008, soit l'équivalent de presque deux points de CSG. Une hausse d'un point du taux d'intérêt sur la dette publique coûte à court terme 5 Mds et à moyen terme 14Mds d'euros, soit plus que le produit de la taxe d'habitation. **Chaque actif paierait alors 2 700 € de charges d'intérêt par an, 750 € de plus qu'en 2008.**

### L'opinion des Français

- **75%** des Français se disent inquiets par la situation des déficits en France.
- **92 %** des français sont favorables à une réduction des dépenses plutôt qu'à une augmentation des prélèvements obligatoires.
- **45%** seraient favorables à l'inscription de la règle de 0 déficits dans la constitution en cas de référendum à ce sujet. 22% seraient contre et 30% d'entre eux s'abstiendraient.

### Le Nouveau Centre propose :

**D'inscrire la règle d'or dans la Constitution.** De cette manière, le Parlement ne pourra plus voter de budget de fonctionnement en déficit. Cette règle est déjà appliquée par les collectivités locales. C'est la garantie d'une gestion saine des finances publiques ;

**De réduire les déficits de près de 35 à 40 milliards d'euros chaque année**, de manière à tenir l'engagement européen de la France, à revenir au standard des 3% de déficits publics d'ici à 2013 ;

**De réduire les dépenses de fonctionnement de l'Etat** par l'amélioration des règles de gouvernance (rationalisation de la gestion des services publics, modification des structures, mise en commun de certains services, externalisations, responsabilisation des agents) ;

**De réduire le nombre de niches fiscales ;**

**De sortir la CSG et la CRDS du bouclier fiscal.** En ne mettant plus sous plafond ces deux contributions, la solidarité entre les français sera rétablie en matière de protection sociale ;

**D'élargir la base d'imposition des prélèvements obligatoires**, sans pour autant en augmenter les taux. Cela permettra de préserver les recettes fiscales et sociales sans ajouter de pression fiscale aux contribuables ;

Par ailleurs, le Nouveau Centre s'engage, au côté de la majorité, à **ne pas augmenter les taux des impôts** afin de ne pas ajouter de pression fiscale supplémentaire alors que la crise financière met déjà à mal le pouvoir d'achats des Français.